



**Intervention de l'Ambassadeur Angelina Eichhorst
Chef de la Délégation de l'Union européenne au Liban**

Diner du Lions Club

Mardi 8 avril 2014

SEUL LE TEXTE PRONONCE FAIT FOI

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

D'abord, je tiens à remercier les organisateurs, et notamment Maître Joe Karam, de m'avoir conviée à ce dîner et d'avoir proposé de m'adresser à vous.

Ce soir, je voudrais vous parler de solidarité et de justice - ces valeurs que nous partageons tous, et qui ne sont pas propres à l'Union européenne uniquement. Ce sont d'ailleurs ces mêmes valeurs qui ont mené à la création du Lions Club, il y a plusieurs décennies déjà. Depuis 1951, votre Club, qui rassemble aujourd'hui plus de 2.100 membres, a toujours été très actif envers les plus défavorisés, en mettant au service de la communauté une partie de la richesse produite par tous. Ceci peut prendre la forme d'une assistance matérielle, mais, comme on le sait bien, c'est autant le respect, une présence, et un peu de chaleur humaine qui peuvent rendre aux personnes en détresse la dignité et la force de se battre.

Le partenariat UE-Liban s'appuie sur ces mêmes principes : le développement des contacts humains sur la base de nos valeurs communes, de nos intérêts communs et du respect mutuel. Nous travaillons à partir des priorités du pays et des instruments que nous avons pour appuyer ces priorités, au service de nos ambitions communes. Ces priorités sont détaillées dans le Plan d'Action UE-Liban, élaboré conjointement, et qui oriente aujourd'hui les grandes lignes de notre coopération : appui à la stabilité et à la sécurité; mais aussi appui aux institutions, renforcement des capacités nationales dans le domaine de la justice, de l'Etat de droit; relance économique et appui au secteur productif et à la bonne gestion des ressources naturelles; appui aussi aux populations les plus vulnérables et aux plus pauvres.

Je vois parmi vous de hauts représentants de la justice, des juges, des avocats... Vous connaissez sans doute les efforts que l'Union européenne est en train de faire pour appuyer l'Etat de droit et la bonne gouvernance au Liban. Le développement durable du pays ne peut se faire sans vous, sans une justice indépendante et efficace, gardienne de l'ordre politique, social mais aussi économique et environnemental.

Je vois aussi parmi vous des partenaires du secteur privé libanais, connu pour son dynamisme et sa résilience. Vous avez en l'Union européenne un partenaire privilégié pour développer encore davantage vos activités. Financer des incubateurs d'entreprises, favoriser l'innovation et la compétitivité, soutenir la réforme fiscale et douanière ainsi que des programmes de qualité, de

diversification et de production en vue de l'adhésion, un jour, du Liban à l'OMC : voici quelques-unes de nos multiples interventions dans ce domaine.

Hélas, ce soir, je ne vois pas, parmi vous, assez de femmes qui soient impliquées à haut niveau dans la vie politique et dans des postes économiques clés. La participation publique des femmes dans ce pays, hélas, n'est pas représentative du Liban que je connais, et pas juste.

Alors quel rapport entre ces deux mondes, entre les lois de l'économie et la justice?

Le monde du droit et celui de l'économie doivent se comprendre, dans le respect des spécificités de chacun. En économie, tout ce qui est bon n'est pas forcément juste. Mais ce qui est injuste peut être très mauvais pour l'économie. L'égalité devant la loi est la clé de la confiance que souhaitent les entreprises et les investisseurs. Et les instances judiciaires ont la lourde charge d'imposer à tous le respect de cette règle de droit. A ce propos, permettez-moi de souligner les efforts qui demeurent nécessaires pour allier ces deux mondes, économique et judiciaire, dans une dynamique vertueuse; je veux parler de la lutte contre la corruption, ce fléau qui mine les efforts des vrais bâtisseurs du Liban de demain.

Le droit et l'économie se retrouvent aussi autour du concept de solidarité. En effet, c'est là que la justice et l'économie vont au-delà de l'égalité - au sens purement mathématique - pour voyager ensemble vers un monde plus équitable, et plus juste. C'est là que la société exprime son humanité, en laissant place à la

générosité de tous et de chacun d'entre nous. Et les Libanais et Libanaises n'ont cessé de démontrer cette générosité qui les caractérise si bien, en accueillant dans leur pays plus d'un million de réfugiés syriens. Certes, cette présence massive des plus démunis pose un grand nombre de défis pour tous.

Dans ce contexte, et à son niveau, l'Union européenne a su faire preuve de générosité et de solidarité en allouant au Liban quasiment 300 millions d'euros en réponse à la crise syrienne. Notre appui cible les plus vulnérables, et permet aussi d'appuyer les Libanais et les Libanaises les plus exposés aux conséquences de cette crise, avec des programmes en matière de sante publique, d'éducation, de relance économique et d'infrastructures de base. Cet appui permet ainsi de renforcer à long terme les services publics, expression de la solidarité nationale envers la population.

Notre réponse aux conséquences de la crise syrienne est donc cohérente avec notre partenariat de longue date avec le Liban, partenariat qui se veut résolument tourné vers l'avenir. Notre action vise à maintenir et à renforcer encore davantage les liens d'amitié qui unissent le Liban à l'Union européenne et ses Etats membres, notamment autour de nos valeurs communes de justice et de solidarité.

Je vous remercie pour votre attention.